

L'exposition aux risques environnementaux davantage ressentie dans les grandes villes

Le réchauffement climatique ou la pollution de l'air sont les risques auxquels les Français se sentent le plus exposés. Suscitant moins d'inquiétude, les risques industriels, sismiques ou d'inondations sont cités par moins d'une personne interrogée sur cinq. Le sentiment d'exposition à ces trois risques dépend fortement de la situation locale d'exposition. La perception des risques est plus prégnante dans les grandes villes, là où se concentrent des atteintes potentielles aux personnes et aux biens économiques, et de nombreuses sources de pollution.

Alexis Roy, SOeS

Aucun individu ne peut prétendre aujourd'hui résider dans un lieu à l'abri d'un risque environnemental qu'il soit naturel, technologique ou global comme ceux liés au réchauffement climatique. Selon leurs caractéristiques physiques et climatiques ou leur passé économique et urbain, les territoires ne sont toutefois pas soumis aux mêmes aléas. La connaissance par les individus des risques auxquels ils peuvent être exposés est un aspect central des politiques de prévention.

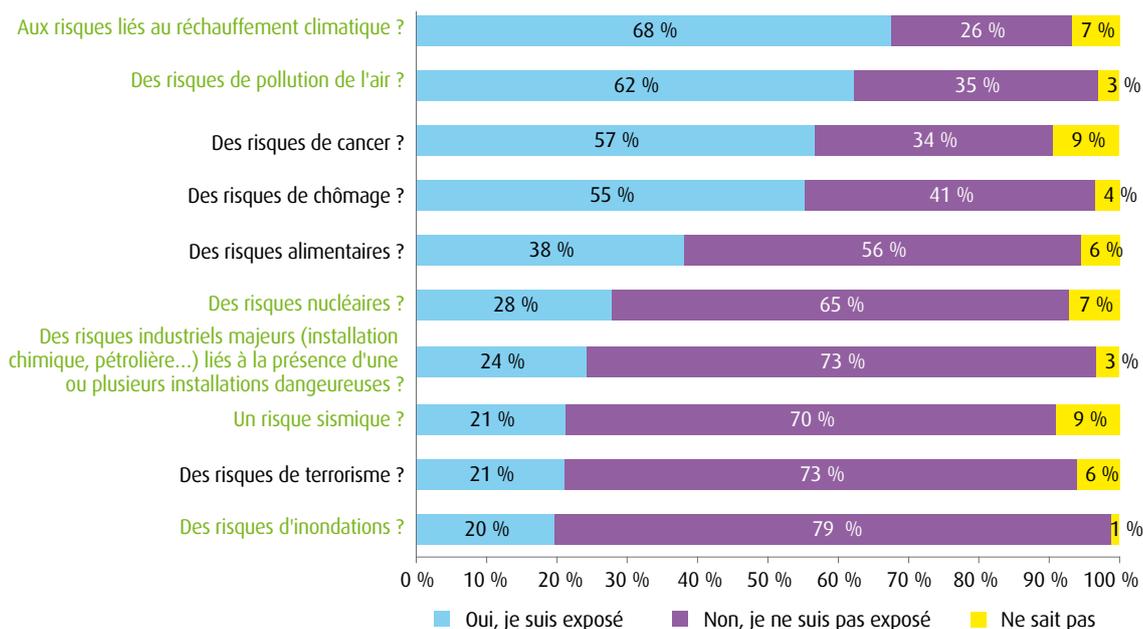
L'étude vise à comprendre comment se construit le sentiment d'exposition aux risques majeurs en relation

avec la situation de la commune de résidence vis-à-vis de ces risques.

Les Français se sentent avant tout concernés par les risques globaux

Pour établir une hiérarchie des différents risques auxquels les Français peuvent être soumis, on leur a demandé de se prononcer sur leur exposition à plusieurs familles de risques : environnementaux, sanitaires, alimentaires, socio-économiques, etc. Quand on leur demande à quels

« Pouvez-vous me dire, si, là où vous habitez, vous pensez être exposé à... »



Note : Sont mentionnés en vert les risques environnementaux.

Source : SOeS-Tns Sofres, Enquête sur le sentiment d'exposition aux risques majeurs, 2007.

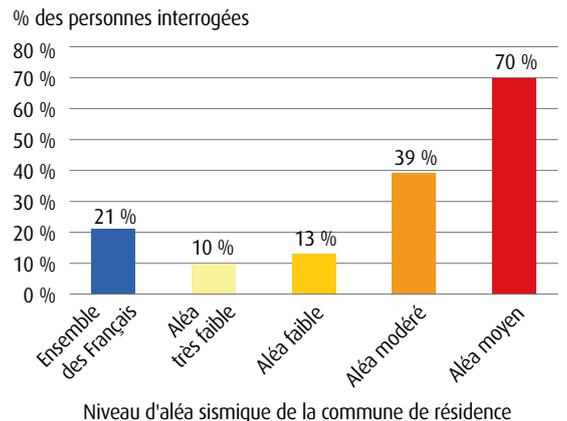
risques elles pensent être exposées là où elles habitent, deux tiers des personnes interrogées retiennent ceux liés au réchauffement climatique et à la pollution de l'air. Plus d'une personne sur deux se sent ensuite exposée à des risques de cancer et de chômage.

Les risques technologiques (nucléaires et industriels) et les risques naturels (séismes et inondations) suscitent en revanche un sentiment d'exposition pour une part réduite des personnes interrogées : 1 sur 4 déclare être exposée aux premiers et 1 sur 5 aux seconds.

Une hiérarchie est donc établie par les individus en fonction du périmètre des risques. Les risques comme ceux liés au réchauffement climatique, à la pollution de l'air, au cancer et au chômage auxquels une majorité des individus se sent soumise, peuvent massivement affecter la population en dehors des spécificités locales. Cette caractéristique permet de qualifier ces risques de « globaux ». À l'inverse, fortement liée à des conditions locales (présence d'un cours d'eau, zone sismique, sites industriels), l'exposition aux risques industriels, sismiques ou d'inondations concerne un nombre plus restreint de personnes que les risques globaux.

Cette différenciation est confirmée par l'analyse des variables qui influent sur les attitudes à l'égard des risques. Ainsi, la perception du réchauffement climatique et de la pollution de l'air est indépendante des caractéristiques territoriales. À l'inverse, pour les risques sismiques, d'inondations et industriels, ce sont d'abord les caractéristiques locales de la commune de résidence vis-à-vis des risques qui influent sur le sentiment d'exposition.

Le sentiment d'exposition au risque sismique augmente avec le niveau d'aléa de la commune



Source : SOeS-Tns Sofres, Enquête sur le sentiment d'exposition aux risques majeurs, 2007.

Mais au-delà de ces spécificités, le sentiment d'exposition aux risques environnementaux est plus fort dans les grandes villes : 52 % des personnes se sentent exposées à 3 risques environnementaux et plus dans les agglomérations ayant entre 100 000 et 2 millions d'habitants contre 42 % dans les petites villes et 36 % dans les communes rurales.

Le risque sismique : un sentiment d'exposition déterminé par le lieu de résidence

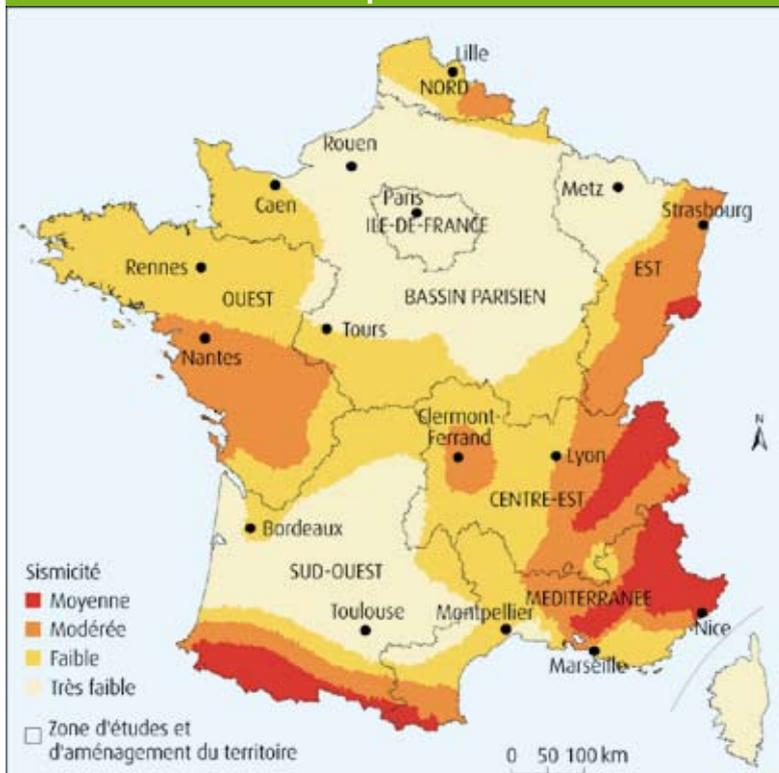
Les Alpes, la Provence, les Pyrénées et l'Alsace sont les régions de France métropolitaine où le risque sismique est le plus fort, même s'il n'atteint pas le niveau des Antilles. Au total, 20 % des Français vivent dans une commune située en zone d'aléa sismique modéré et 6 % dans une commune située en zone d'aléa moyen.

Le degré de perception qu'ont les individus de leur exposition est lié à l'importance du risque auquel ils sont soumis. Si 1 Français sur 5 en moyenne se sent exposé au risque sismique, ils sont près des 3/4 à le déclarer quand ils résident dans une zone d'aléa moyen. En dépit de ce niveau de sismicité, on notera que près d'un tiers des personnes n'a pas le sentiment d'être soumis à ce risque. La part d'individus déclarant avoir vécu un séisme augmente avec la sismicité de la région de résidence. Si 1 Français sur 5 déclare en moyenne avoir déjà été confronté à un séisme, ils sont 30 % à le déclarer quand l'aléa est modéré et 58 % quand il est moyen.

Le sentiment d'exposition aux séismes est sujet à des variations sur le territoire métropolitain. Les zones d'études et d'aménagement du territoire (ZEAT) du Centre-Est, de Méditerranée et de l'Est se distinguent par une sensibilité plus forte au risque sismique que la moyenne.

Les niveaux du sentiment d'exposition aux séismes reflètent la répartition du risque sur le territoire : 17 % des habitants de la Zeat Méditerranée résident dans une commune soumise à un aléa sismique moyen et 22 % dans la Zeat Centre-Est contre 6 % de la population nationale.

Aléa sismique de la France



Note : La carte d'aléa sismique établie à l'échelle communale découpe le territoire français en 5 zones d'aléa croissant : très faible, faible, modéré, moyen et fort. Le niveau de sismicité est considéré comme étant très faible à moyen en métropole et fort aux Antilles.

Source : Meeddat-BRGM 2005.

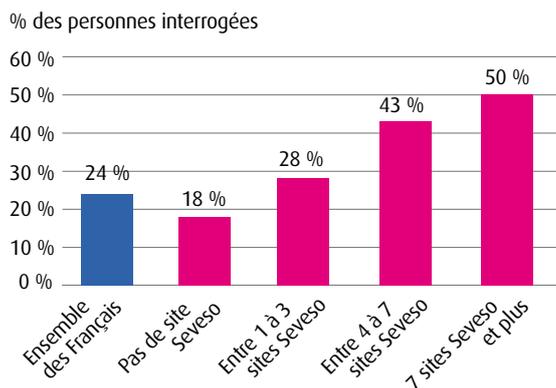
Zone sismique reconnue, l'Est de la France possède également une majorité de sa population qui vit en zone d'aléa modéré et moyen. L'Alsace a ainsi été touchée en février 2003 et en décembre 2004 par deux séismes respectivement de magnitude 5,4 et 5,1. Les zones sismiques des Pyrénées sont en revanche peu habitées : seule 8 % de la population de la Zeat Sud-Ouest est soumise à un aléa moyen.

Un sentiment d'exposition au risque industriel plus diffus

La répartition du risque industriel¹ sur le territoire est fortement liée à la présence des grands bassins industriels : Île-de-France, basse vallée de la Seine, bassins miniers du Nord et de la Lorraine, couloir lyonnais de la chimie, étang de Berre, etc. Les installations classées Seveso sont essentiellement situées dans les grandes agglomérations où la densité démographique est la plus forte : 56 % des habitants des agglomérations de 100 000 à 2 millions d'habitants résident dans une commune à risque industriel majeur contre 28 % des Français en moyenne. L'agglomération parisienne fait exception : seulement 1 habitant sur 10 est concerné par ce risque. Si 12 % des Français résident dans une zone hébergeant 4 sites Seveso ou davantage sur la commune de résidence ou des communes mitoyennes, un tiers des habitants des grandes agglomérations sont dans cette situation et 5 % dans l'agglomération parisienne.

Un Français sur quatre estime être exposé au risque industriel. Ce sentiment augmente avec le type d'habitat :

Le sentiment d'exposition au risque industriel augmente avec l'exposition du lieu de résidence



■ Nombre de sites Seveso sur la commune de résidence ou sur les communes mitoyennes de la commune de résidence quand celle-ci est classée à risque industriel majeur

Source : SOeS-Tns Sofres, Enquête sur le sentiment d'exposition aux risques majeurs, 2007.

¹ Dans le cadre de cette enquête, une commune est considérée à risque industriel si une entreprise classée Seveso (seuil haut ou bas) s'y trouve ou bien si la commune est classée à risque industriel majeur et qu'une entreprise Seveso est présente dans une commune mitoyenne.

35 % des habitants des grandes agglomérations se sentent exposés contre 21 % dans les petites villes et les communes rurales. Le sentiment d'exposition au risque industriel augmente par ailleurs en fonction de la présence de sites industriels à risque dans la zone de résidence : dans les communes exposées au risque industriel, 40 % des personnes estiment être exposées contre 24 % au niveau national. Le nombre de sites Seveso dans la zone d'habitation est également influent. La part des personnes qui se sentent exposées au risque industriel s'accroît de manière significative à mesure qu'augmente le nombre d'installations classées Seveso à proximité de leur lieu d'habitation.

Une perception liée à la situation d'exposition

L'analyse conjointe de l'ensemble des risques a permis de constituer des classes à partir de plusieurs variables : les opinions sur les risques, les caractéristiques sociodémographiques (âge, catégorie socioprofessionnelle, taille d'agglomération), la situation de la commune de résidence face aux risques et le jugement porté sur l'efficacité des lois pour protéger les biens et les personnes. Un tableau composé de 5 familles d'attitudes face aux risques peut ainsi être dressé. Trois classes se dégagent particulièrement en raison de l'intensité avec laquelle les variables s'expriment. Les 2 autres classes présentent des caractéristiques plus diffuses.

Classe 1 (1 145 individus) : les urbains, exposés et se sentant soumis à de nombreux risques. Résidant essentiellement dans de grandes agglomérations entre 100 000 et 2 millions d'habitants, les individus de cette famille se caractérisent par un sentiment d'exposition aux risques particulièrement fort : 87 % se disent exposés à 7 risques et plus contre 15 % des Français en moyenne. Pour les risques industriels, sismiques et nucléaires, on observe même un inversement de tendance par rapport à la moyenne : alors qu'une minorité de Français se dit exposée, ils sont une large majorité à le penser dans cette classe. Le sentiment d'exposition est particulièrement élevé vis-à-vis de la pollution de l'air (92 %), du réchauffement climatique (91 %), du nucléaire (77 %), des risques industriels (70 %) ou des séismes (60 %). Le lieu de résidence est relativement exposé : 7 personnes sur 10 résident dans une commune soumise à au moins 3 risques majeurs. Enfin, elles pensent en majorité, et plus que la moyenne, que les lois sont inefficaces pour protéger les personnes et les biens des risques majeurs.

Classe 2 (1 526 individus) : les ruraux, peu exposés et sereins. Dans cette classe, on affiche une nette sérénité face aux risques : 86 % disent être exposés à 0, 1 ou 2 risques contre 29 % des Français. Pour l'ensemble des 10 risques, une très large majorité de répondants se déclare non exposée. Ils sont ainsi 90 % ou plus pour les risques nucléaires, industriels, sismiques et d'inondations. Témoin de cette quasi-absence de crainte, une nette majorité se déclare épargnée pour la pollution de l'air ou le réchauffement climatique quand bien même les Français expriment une attitude inverse. À cette quiétude correspond une faible exposition de la commune de résidence aux risques majeurs.

Classe 3 (1 084 individus) : les ruraux inquiets face aux risques globaux (santé, environnement et économie).

Il s'agit ici d'une population active vivant en milieu rural. Elle exprime vis-à-vis des risques un sentiment d'exposition moyennement élevé. Si les individus ne se sentent pas concernés par les risques naturels et industriels majeurs, c'est au sujet des risques globaux comme ceux liés à l'alimentation, la santé, le chômage ou le réchauffement climatique qu'ils se sentent vulnérables.

Toutes deux majoritairement urbaines, les classes 4 et 5 s'opposent par la variable de l'âge et la sensibilité aux risques. Plutôt jeunes, les personnes de la **classe 4 (926 individus)** expriment un sentiment d'exposition aux risques modéré. Pour les risques industriels, d'inondations et sismiques elles estiment comme l'ensemble des Français ne pas être exposées. En revanche, contrairement à l'ensemble des Français, elles disent ne pas être exposées au cancer. Cette classe se sent par ailleurs plus exposée au chômage. Dans la **classe 5 (1 099 individus)**, les personnes âgées sont surreprésentées. Elles font preuve d'un sentiment d'exposition assez élevé en particulier à propos des risques liés à la pollution de l'air, au cancer, au terrorisme ou au réchauffement climatique. À l'inverse de la classe 4, elles déclarent à 66 % ne pas être soumises au chômage. La sensibilité à certains risques apparaît donc liée à l'inégale exposition selon les différents âges de la vie.

Selon l'échelle géographique à laquelle les risques environnementaux se manifestent, le sentiment d'exposition qu'entretiennent les populations à leur égard diffère. Peu lié à des spécificités locales, le sentiment d'exposition au réchauffement climatique ou à la pollution de l'air dépend des caractéristiques sociodémographiques des individus. À l'inverse, ce sont avant tout les conditions locales d'exposition qui influent sur la perception des risques comme les séismes, les inondations ou ceux liés à l'industrie : intensité de l'aléa, part de la population exposée, nombre de sites industriels Seveso, nombre de risques majeurs, etc. La taille d'agglomération constitue également une variable importante, les grands pôles urbains concentrant des enjeux humains élevés et de nombreuses sources de pollution et de risque liées aux activités humaines. Si ces résultats montrent que les individus appréhendent certains risques environnementaux à partir des spécificités locales, les retours d'expérience révèlent cependant que cette connaissance est diffuse. Les individus possèdent une vision imprécise de leur propre vulnérabilité et des comportements à adopter pour prévenir et faire face à un événement grave.

Méthodologie

Les résultats sont issus d'une enquête portant sur la mesure du sentiment d'exposition de la population à 3 risques majeurs : les inondations, les séismes et les risques industriels. Elle a été réalisée en France métropolitaine par téléphone en février et mars 2007 par la Sofres auprès de 5 780 individus de 18 ans et plus sélectionnés

selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession-catégories sociales, taille d'agglomération).

Une partie des résultats présentés ici est issue d'une question demandant aux individus de situer les 3 risques majeurs étudiés parmi d'autres risques environnementaux, sanitaires, économiques...

L'échantillon a été constitué à partir d'un fichier communal décrivant la situation des communes françaises face aux risques majeurs : présence d'un ou plusieurs risques majeurs, intensité de l'aléa, nombre de sites Seveso, existence de plans de prévention des risques, etc. Un redressement à partir des variables sociodémographiques a été effectué pour assurer la représentativité de l'échantillon par rapport à la population nationale au recensement de 1999.

Les classes d'opinion ont été déterminées à l'aide d'une analyse factorielle (analyse des correspondances multiples) suivie d'une classification ascendante hiérarchique.

Les zones d'études et d'aménagement du territoire (ZEAT) sont des unités territoriales constituées à des fins d'études. Elles correspondent à un regroupement en 8 grandes zones des 22 régions du territoire métropolitain. Leurs contours figurent sur la carte de l'aléa sismique.

People in large cities feel more exposed to environmental risks

Climate change and air pollution are the risks to which French people feel most exposed. The risks of industrial accident, earthquake or flooding raise less concern and are mentioned by less than one person in five. The feeling of exposure to these three risks depends greatly on the degree to which the locality is exposed. The perception of exposure to risk is stronger in the larger cities, which concentrate pressing human issues and numerous sources of pollution.

Pour en savoir plus :

- Boy D., 2007. *Pourquoi avons-nous peur de la technologie ?* Paris, Presses de Sciences Po. 198 p.
- Ifen, 2008. « Les Français clairvoyants sur leur exposition au risque d'inondation », *Le 4 pages de l'Ifen*, n° 123, janvier-février 2008, 4 p.
- IRSN, 2008. *La perception des risques et de la sécurité par les Français. Baromètre 2008.* Fontenay-aux-Roses, IRSN. 149 p.
- Ministère de l'Écologie et du Développement durable – D4E, 2003. *Études psychosociologiques concernant l'information et l'alerte pendant l'épisode extrême du 8 et 9 septembre 2002 (Crues du Gard et de l'Hérault).* 119 p.
- Weiss K., Colbeau-Justin L., Marchand D., 2006. « Entre connaissance, mémoire et oublis : représentations de l'environnement et réactions face à une catastrophe naturelle » in *Psychologie sociale de l'environnement.* Rennes, Presses universitaires de Rennes. Pp. 145-156.